

Perspectives économiques du Burkina Faso en 2023

Une croissance économique modérée autour de 5,33% dans un contexte de chocs multiples



Par Dr Erdjouman SANOU et Dakpoulé DA¹

1-Introduction

Ce papier dresse les perspectives économiques pour le Burkina Faso en 2023. Il s'appuie sur l'analyse de l'évolution de l'environnement international notamment les chocs majeurs qui peuvent agir positivement ou négativement sur l'économie nationale. Ensuite, le papier analyse les facteurs de vulnérabilité de l'économie du Burkina Faso et conclut par des recommandations à même de limiter les effets néfastes des différentes crises.

2- Environnement international incertain marqué par diverses crises

a. Crise énergétique et alimentaire

Une crise énergétique et alimentaire accentuée par la guerre en Ukraine en 2022. En effet, la guerre entre l'Ukraine et la Russie entraîne des crises alimentaires et énergétiques dans le monde entier au regard de la place qu'occupent les deux pays dans la fourniture de ces produits. En effet, la Russie et l'Ukraine assurent 90% de l'approvisionnement en blé de

¹ Dr Erdjouman SANOU est un cadre supérieur de la BCEAO en position de détachement auprès du Gouvernement. Il est Directeur du département prospective et veille stratégique du CAPES. Dakpoulé DA est doctorant en économie à l'Université Norbert Zongo de Koudougou et stagiaire au CAPES.

l'Arménie, de l'Azerbaïdjan, de l'Érythrée, de la Géorgie, de la Mongolie et de la Somalie. Elles assurent 33% de l'approvisionnement de blé au Burkina Faso (DGUC², 2021).

Cette crise occasionne une baisse dans la fourniture du pétrole, du gaz, de l'engrais, du blé, etc. Parlant de la crise énergétique, elle s'est aggravée du fait de la conjugaison des facteurs perturbateurs suivants : demande toujours croissante, embargo sur le pétrole et le gaz russe, plafonnement du prix du pétrole russe, politique de l'OPEP plus accommodante à la Russie. En conséquence, on observe une hausse record des prix mondiaux et domestiques de ces matières premières.

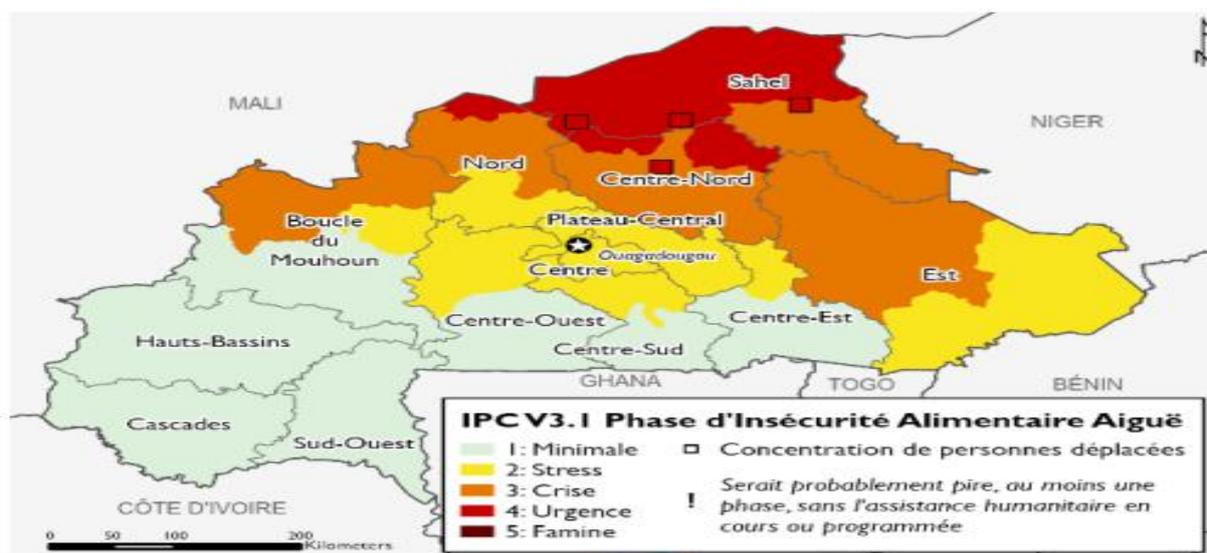
b. Crise climatique

Les chocs climatiques et sécuritaires plombent la production céréalière. Les prévisions du GIEC (Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat) sont claires : la

hausse de la température globale s'est encore accentuée, à un rythme qui fera très probablement dépasser le seuil de 1,5 °C de réchauffement depuis l'ère préindustrielle entre 2021 et 2040. Les changements déjà observés vont s'accroître, notamment les extrêmes de température, l'intensité des précipitations, la sévérité des sécheresses, l'augmentation en fréquence et intensité des événements climatiques aujourd'hui rares.

La manifestation des conséquences de la dégradation de l'environnement sont ressenties au Burkina Faso. En effet, les sécheresses et inondations d'une part et les attaques terroristes d'autre part ont entraîné une baisse de la production céréalière dans plusieurs localités du Burkina Faso. Dans cette situation, le pays devrait avoir recours à des importations pour limiter la hausse des prix des denrées alimentaires et limiter la hausse de la pauvreté et l'effectif des populations vulnérables.

Image 1 : Estimation de la sécurité alimentaire au Burkina Faso, de juin à septembre 2022



Source: FEWS NET

Le changement climatique entraîne une augmentation de l'insécurité alimentaire, de la pauvreté et des déplacements. Le monde subit les

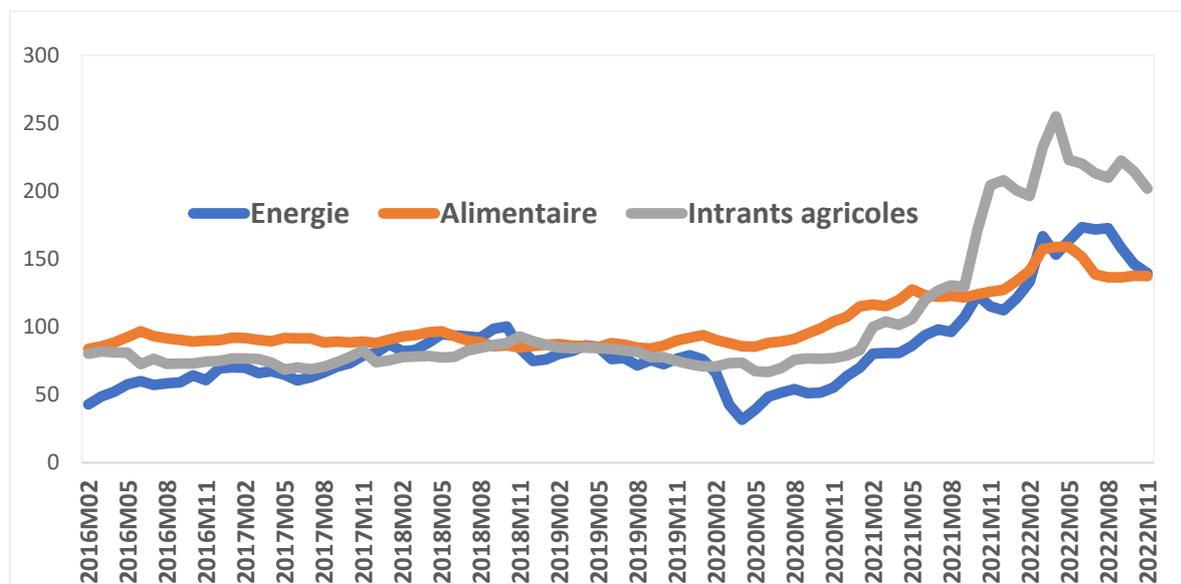
conséquences de la crise environnementale caractérisée par le réchauffement climatique et la perte de biodiversité. Bien que les pays en

² Direction du Guichet Unique et du Commerce

développement en général et le Burkina Faso en particulier participent relativement moins au réchauffement de la planète, ils payent un lourd tribut. Le dérèglement climatique est à l'origine des poches de sécheresses, des inondations, ce qui plombe la production agricole. L'insécurité alimentaire augmente de 5 à 20 points de pourcentage à chaque inondation ou

sécheresse en Afrique subsaharienne et au Burkina Faso (OMM, 2020). Les experts climatiques prévoient que les désastres du changement climatique se feront de plus en plus sentir dans les pays en développement. A court et moyen terme, la situation reste dramatique pour le Burkina Faso.

Graphique 1 : évolution mensuelle de l'indice des prix des produits de base importés



c. Crise de la dette souveraine

La pandémie de COVID-19 a accentué la crise de la dette dans nombre de pays en développement. Bien que le Burkina Faso, à l'instar d'autres pays ait bénéficié d'allègement de sa dette extérieure en 2020 pour faire face à la crise sanitaire, l'encours total de la dette demeure important. Particulièrement la dette intérieure prend des proportions inquiétantes. En effet, en 2021, près de 47% de la dette publique est détenue par les créanciers internationaux contre 53% par les créanciers intérieurs.

L'évolution constatée sur l'encours de la dette publique a eu un impact sur l'évolution du service de la dette publique. En effet, au cours des cinq dernières années, le service de la dette est passé de 229,3 milliards de FCFA en 2017 à 1 049

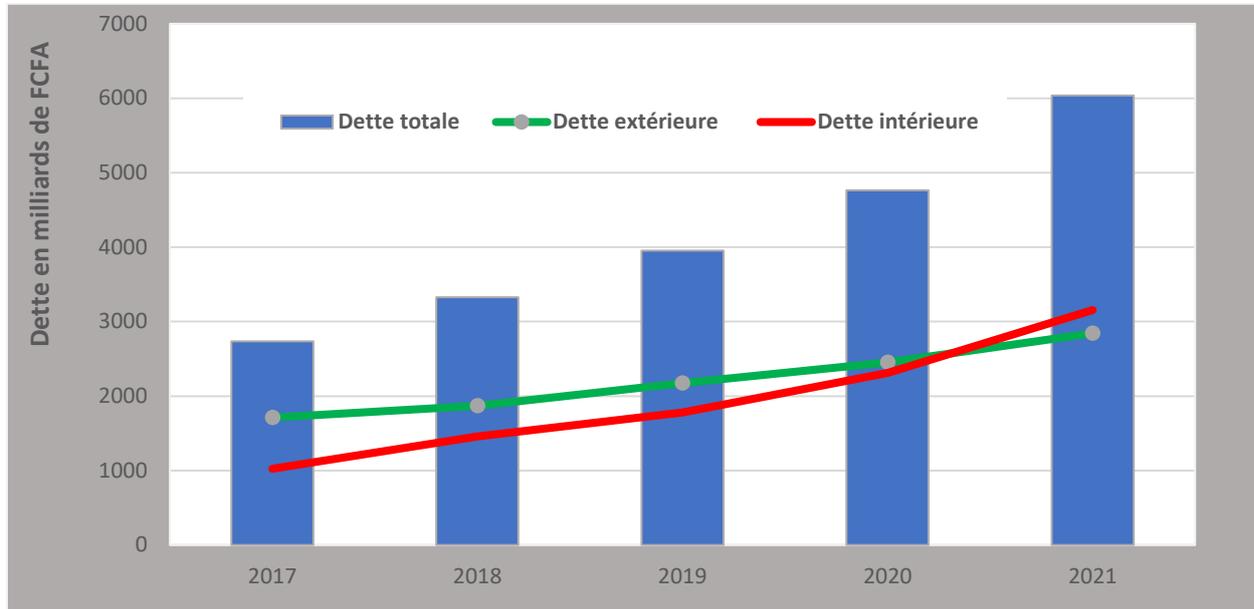
milliards de FCFA en 2021, soit une croissance annuelle moyenne de 39,43%. Le ratio service de la dette sur recette budgétaire s'est établi à 3,8% en juin 2020 contre un seul normal de 18% (DDP, 2022). Suivant cet indicateur, la dette publique est jugée viable. Toutefois, une prudence doit être observé dans l'accumulation de la dette, surtout de la dette interne qui est plus coûteux.

En effet, le recours du gouvernement au marché financier régional est plus coûteux car ce marché est caractérisé par des taux d'intérêts relativement plus élevés. A titre illustratif, entre 2017 et 2021, le taux d'intérêt moyen de l'endettement interne est ressorti à 6,71% contre 1,08% pour la dette extérieure (DDP, 2021).

Cette crise de la dette se fait dans un contexte de hausse de taux d'inflation à deux chiffres, 15,1% en 2022 et une

dépréciation des monnaies notamment du FCFA par rapport au dollar américain.

Graphique 2 : Evolution de l'encours de la dette publique entre 2017 et 2021



Source : Auteur, DDP

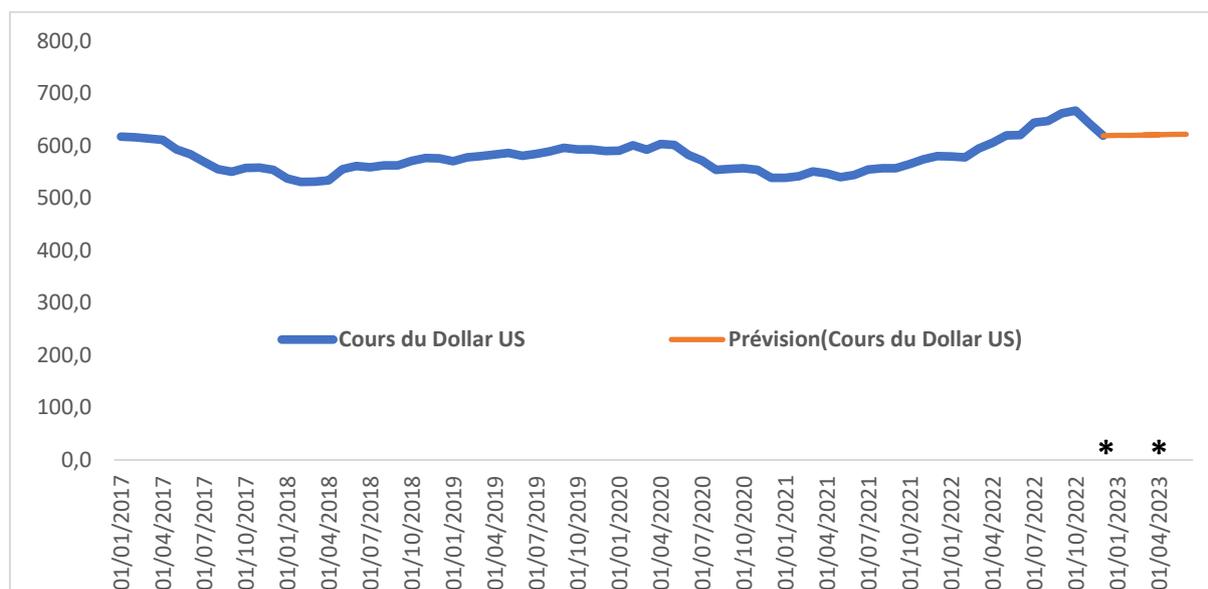
d. Coût du dollar (conséquences d'un dollar fort)

La crise russo-ukrainienne a été à l'origine d'une appréciation du dollar par rapport au FCFA mais aussi par rapport à d'autres devises comme l'Euro, Cedi, etc. En effet, le dollar est passé de 589 FCFA en janvier 2021 à 579 FCFA en janvier 2022 puis s'est établi à 619 FCFA en janvier 2023. Selon les prévisions, le dollar va se stabiliser autour de 620 FCFA au premier semestre 2023. A ce taux, le dollar coûterait plus cher qu'il était entre 2020 et 2021. Cette

appréciation du dollar a des conséquences négatives sur l'économie mondiale mais aussi sur l'économie Burkinabè.

En effet, l'appréciation du dollar a des effets négatifs sur les ménages et les entreprises. (Inflation, poids sur le commerce notamment le renchérissement de l'importation, etc.) ce qui érode le pouvoir d'achat et induit de ce fait une baisse de la consommation nationale. De même, un dollar fort entraîne une hausse de la dette publique libellée en dollar, ce qui réduit la marge de manœuvre de l'Etat.

Graphique 3 : Taux de change entre le dollar et le FCFA (1\$=X FCFA)



Source : données BCEAO

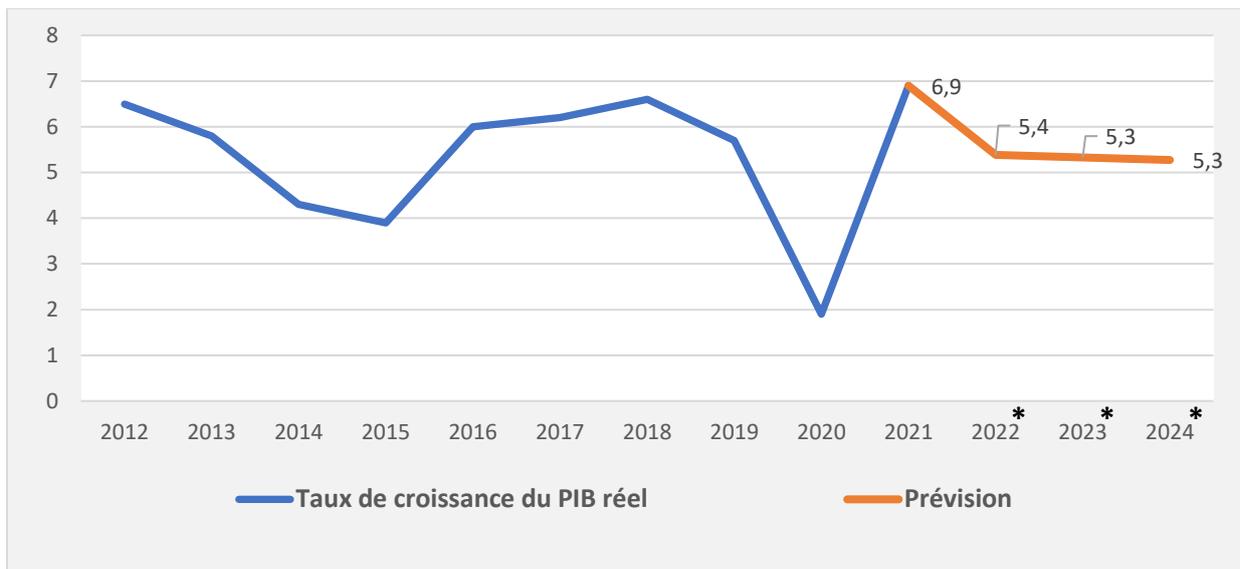
3- Performance et perspectives économiques du Burkina Faso en 2023

L'économie Burkinabè s'est montrée très résiliente face aux multiples crises subit cette dernière décennie. La croissance du PIB réel s'est établit à 6,9 % en 2021, une forte reprise après un taux de croissance positif mais faible de 1,9 % réalisé en 2020. Cependant, ce rebond est aujourd'hui confronté à des crises mondiales majeures, à savoir une pandémie de COVID-19 persistante et la guerre russo-ukrainienne. De même, la reprise économique est confrontée à une instabilité politique (deux coups d'état en un an) et une crise sécuritaire et humanitaire majeure, facteurs

d'incertitudes supplémentaires menaçant les perspectives de croissance à moyen terme auparavant prometteuses.

Les prévisions montrent que la croissance économique du pays devrait stagner autour de 5,3% en 2023. Mais, cette croissance économique table sur une amélioration de la situation sécuritaire et humanitaire, qui va entraîner un retour de plus de la moitié des PDI d'une part et une reprise des activités des sociétés minières affectées par la crise sécuritaire, d'autre part ; une baisse de l'inflation et une amélioration des institutions en assainissant les finances publiques à travers une gouvernance vertueuse.

Graphique 4 : taux de croissance du PIB réel

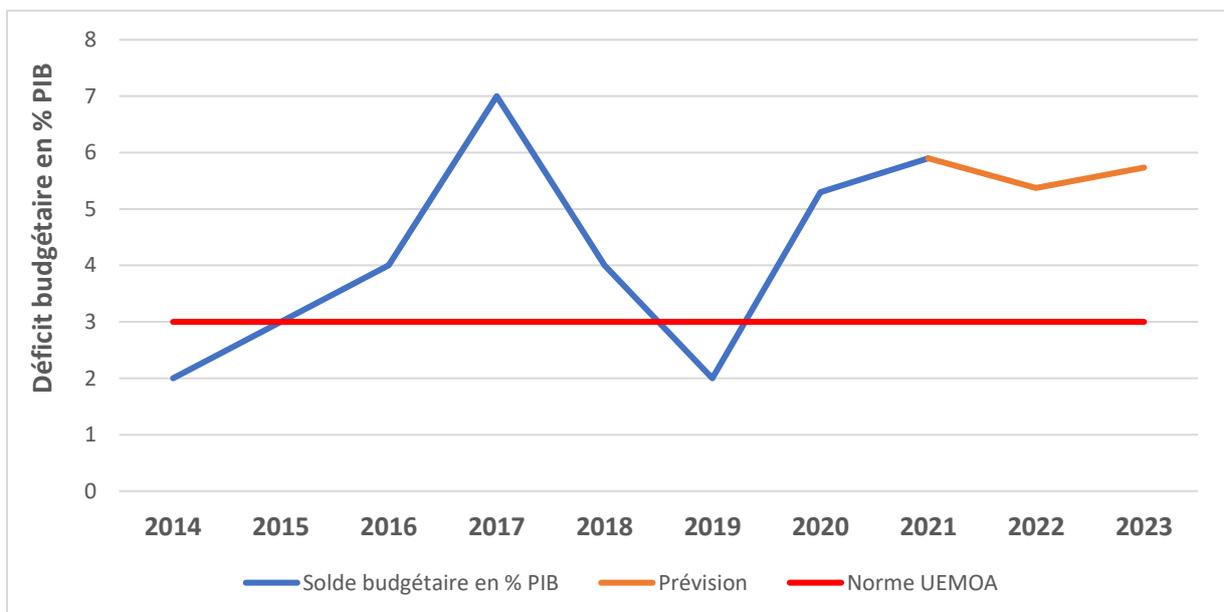


Source : DGEES, annuaire statistique 2021 de l'économie et des finances, les * sont les prévisions

Les multiples crises auxquelles le Burkina Faso fait face exerce une pression sur les finances publiques. En effet, les chocs multiples ont entraîné une détérioration du

solde budgétaire. Les prévisions montrent que le solde budgétaire va s'établir à -5,7% du PIB en 2023, ce qui est largement supérieur à la norme communautaire de l'UEMOA de -3% du PIB.

Graphique 4 : évolution du déficit budgétaire (% PIB)



Source : auteur à partir des données de AfDB

4-recommandations en termes d'implications de politiques publiques dans un contexte de défis sécuritaire et humanitaire graves

Pour stimuler la reprise économique, il est primordial que soit mis en œuvre un ensemble de mécanismes visant à accélérer la restauration de la sécurité, remédier aux vulnérabilités de la dette, surmonter les effets du changement climatique et des crises mondiales et soutenir les ménages vulnérables et les entreprises.

De façon spécifique, les mesures suivantes sont à envisager :

- a) Sécurité humaine : il s'agit de mettre en place des mesures à même de protéger les populations et récupérer les terres en vue d'améliorer leur contribution

productive et de préserver la dignité des populations à la base ;

- b) Gestion du *Policy-mix* : combiner intelligemment la politique budgétaire et la politique monétaire pour éviter une situation semblable à celle d'un conducteur qui appuie sur la pédale d'accélérateur en même temps qu'il appuie sur le frein ;
- c) Stabilité financière : surveiller l'évolution des taux d'intérêts pour ne pas décourager l'investissement et favoriser la fuite des capitaux ;
- d) Protéger les populations les plus fragiles : renforcer les mécanismes de filets sociaux et préserver la cohésion sociale.